



INTERPOL



MARCHANDISES ILLICITES ET SANTÉ MONDIALE

Des projets de police tournés vers l'avenir



En écho au soutien constant qu'ils apportent aux organisations internationales pour renforcer la communauté mondiale, les Émirats arabes unis financent, par l'intermédiaire de la Fondation INTERPOL pour un monde plus sûr, sept projets INTERPOL visant des types de criminalité différents, à savoir la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, le trafic de drogues, le trafic de biens illicites et la santé mondiale, la criminalité liée aux véhicules, les communautés vulnérables et la protection du patrimoine culturel.



La Fondation INTERPOL pour un monde plus sûr rassemble des organisations qui partagent la même vision et s'unissent à INTERPOL pour faire face aux défis actuels en matière de criminalité. Elle œuvre pour un engagement à l'international et des partenariats avec le secteur privé pour protéger les citoyens, les infrastructures, les entreprises et les investissements face aux menaces que représentent le terrorisme, la cybercriminalité et la criminalité organisée.



MARCHANDISES ILLICITES ET SANTÉ MONDIALE



LA PROBLÉMATIQUE

Le trafic de marchandises illicites représente un défi important pour la communauté internationale des services chargés de l'application de loi et pose un risque majeur pour la santé publique mondiale. L'expression « trafic de marchandises illicites » englobe des pratiques comme la falsification (produits pharmaceutiques), la contrefaçon (contrefaçons de marque), le piratage (atteintes au droit d'auteur), la fraude aux denrées alimentaires, la contrebande de produits légitimes, et la fraude fiscale. Le commerce illicite concerne de très nombreuses marchandises : produits de soins personnels (par exemple, produits cosmétiques), médicaments, dispositifs médicaux, produits alimentaires, boissons alcoolisées, jouets, produits

électroniques, pièces de moteur, matériaux de construction, pesticides, et bien d'autres. La réalité montre que tous les produits sont exposés au risque de falsification, de contrebande ou d'adultération.

Les infractions liées au trafic de marchandises illicites ont de graves répercussions à tous les niveaux de la société civile. La contrefaçon nuit aux entreprises qui fabriquent et vendent les produits légitimes ; les gouvernements sont privés des recettes fiscales sur les produits fabriqués ou vendus sur le marché noir ; et les consommateurs sont mis en danger par des articles qui ne répondent pas aux normes de sécurité. Les réseaux



de criminalité organisée fabriquent et distribuent les marchandises illicites avec un mépris total des implications souvent graves pour la santé et la sécurité des consommateurs.

Les voitures et les pièces mécaniques de contrebande peuvent entraîner des accidents mortels, et l'on sait que des matériaux de contrebande servent à la construction de centrales électriques, avec des conséquences potentiellement désastreuses.

Les produits alimentaires et boissons illicites peuvent provoquer de graves troubles de santé lorsque les produits sont adultérés avec des ingrédients toxiques. Et, les produits pharmaceutiques illicites se caractérisent souvent par un mauvais dosage de la substance active (trop faible, trop élevé, ou absence de la molécule) ou par la présence de substances dangereuses qui posent un risque de santé majeur. Les patients du monde entier mettent leur santé, voire leur vie, en danger en consommant sans le savoir de faux médicaments ou des médicaments authentiques stockés dans de mauvaises conditions ou périmés. Les faux médicaments peuvent être totalement inefficaces ou très dangereux (par exemple, en provoquant attaque cardiaque ou coma), voire mortels.

S'il est une menace pour les consommateurs, le trafic de marchandises illicites constitue une importante source de revenus pour les réseaux de criminalité organisée transnationale. Ainsi que l'attestent de multiples éléments de preuve, les bénéfices tirés de la vente de marchandises illicites sont réinvestis dans d'autres formes de criminalité, notamment la traite d'êtres humains, le trafic de drogues, le trafic d'armes à feu, la criminalité environnementale, la cybercriminalité, et le terrorisme.

L'évolution rapide de la technologie, la relative liberté de circulation des marchandises et des capitaux, et la croissance du commerce en ligne expliquent l'explosion du nombre de marchandises illicites disponibles. Animés par le gain financier, les réseaux de criminalité organisée transnationale ont gagné en taille, en périmètre d'action, et en potentiel de menace. Ces entreprises criminelles sont complexes. Elles peuvent être basées dans un pays, fabriquer leurs produits dans un deuxième, et les distribuer par l'entremise d'un troisième. Les sites Internet illicites sont souvent hébergés dans un pays différent, et les capitaux transitent par des juridictions supplémentaires. Ce trafic étant sans frontières, le rôle des organisations policières internationales est essentiel pour le prévenir et l'endiguer.

LE RÔLE D'INTERPOL

INTERPOL s'engage dans la lutte contre le trafic de marchandises illicites en raison du rôle central de la criminalité organisée. Au cours des dernières années, INTERPOL a acquis une grande expérience et une expertise fine dans cette forme de criminalité en pleine évolution, qui met de nombreuses vies en danger. Ainsi que l'attestent les éléments de preuve, le trafic de marchandises illicites est un sujet de préoccupation mondiale, et INTERPOL bénéficie d'un positionnement idéal pour mettre en relation les parties prenantes de tous les pays dans le but de protéger les consommateurs.

Nous comptons parmi nos partenaires de longue date des forces de police, des services de douane, des organisations internationales, des entreprises du secteur privé, des entités réglementaires, des experts de la chaîne d'approvisionnement, des universitaires, des administrations chargées de la sécurité sanitaire des aliments et des médicaments, le secteur bancaire, des réseaux de cartes bancaires, des fournisseurs d'accès à Internet, des juristes, et des procureurs. Fort de ce réseau, INTERPOL fournit un appui aux activités de renforcement des capacités, au partage d'informations, et aux initiatives opérationnelles

de terrain, qui visent conjointement à réduire les volumes de marchandises illicites disponibles sur le marché, à démanteler les chaînes de distribution, et à appréhender les malfaiteurs à l'origine de ces activités. La formation pratique est complétée par des ressources de formation en ligne, comme l'IIPCIC (International IP Crime Investigators College), un site de formation en ligne totalement interactif spécialisé dans les atteintes à la propriété intellectuelle, développé par INTERPOL en collaboration avec Underwriters Laboratories. Il propose une formation de pointe aux services chargés de l'application de la loi, aux autorités réglementaires et aux enquêteurs privés.

Les opérations d'application de la loi menées sur le terrain sont essentielles pour retirer les marchandises illicites de la circulation et pour démanteler les réseaux qui commettent ces infractions.

INTERPOL est reconnu pour sa capacité à coordonner et à faciliter les opérations d'application de la loi régionales et mondiales. Ces interventions d'application de la loi ont permis de saisir des millions de marchandises illicites et de démanteler de nombreux réseaux criminels.

AMÉRIQUE CENTRALE
Opération Maya

AMÉRIQUE DU SUD
Opération Jupiter



MONDIAL
Opérations Pangea et Opson

ASIE DU SUD-EST
Opérations Storm et Real

AFRIQUE
Opérations Mamba, Cobra,
Porcupine, Giboia, Lucriphac,
Etosha



LES PERSPECTIVES

Pour lutter contre le commerce illicite et garantir la sécurité de la santé mondiale, INTERPOL va poursuivre les objectifs suivants :

› COLLECTER DONNÉES ET RENSEIGNEMENTS

Collecter données et renseignements en vue de promouvoir la prévention des infractions, d'élaborer des rapports et des évaluations des risques régionaux portant sur les foyers de fabrication, les points de transit, les techniques de contrebande, les itinéraires et les méthodologies d'approvisionnement illicite.

› RENFORCER LES CAPACITÉS

Continuer à enrichir les activités existantes de renforcement des capacités, en organisant des sessions de formation nationales et régionales répondant aux besoins des pays, en mettant en place un cadre normalisé, en élaborant un programme de mentorat visant à promouvoir le concept de « formation de formateurs », en établissant des partenariats avec les services chargés de l'application de la loi pour promouvoir l'IIPCIC (International IP Crime Investigators College).



➤ AMÉLIORER LA COOPÉRATION

Apporter son soutien à la création de cellules de travail pluri-institutionnelles qualifiées, afin d'améliorer la coopération entre les experts des services chargés de l'application de la loi, des autorités réglementaires, des douanes, et du secteur privé. Des réseaux d'experts sont en cours d'établissement en Asie (Projet Chain) et au Moyen-Orient (Projet Qanoon). D'autres régions vont être invitées à suivre le même modèle.

➤ RASSEMBLER DES EXPERTS

Fournir une plateforme pour les experts publics et privés grâce à l'organisation de la conférence annuelle afin de stimuler le dialogue entre les parties prenantes et partager les meilleures pratiques.



› COORDONNER LES OPÉRATIONS TRANSNATIONALES

Coordonner les opérations transnationales et apporter son concours aux services chargés de l'application de la loi dans le cadre des interceptions réalisées au sein de la chaîne d'approvisionnement mondiale illicite. Ces interceptions et opérations auront pour objectif d'améliorer le taux de réussite des opérations de démantèlement des installations de distribution, des saisies de marchandises illicites, des suspensions de sites Internet illicites. En se fondant sur les résultats opérationnels obtenus, des affaires concernant plusieurs pays seront retenues pour servir de support aux réunions RIACM (Regional Investigative Analytical Case Meetings). En favorisant la coopération internationale, ces réunions permettront de mettre en évidence les réseaux criminels, de dégager les liens avec d'autres types de criminalité, et d'appréhender les malfaiteurs.

› PROTÉGER LA SANTÉ PUBLIQUE

Améliorer la sensibilisation du grand public et des gouvernements aux dangers du commerce illicite pour la santé publique, notamment aux risques liés à l'achat en ligne de marchandises illicites, en vue d'en faire reculer la demande et de protéger la santé publique.





INTERPOL

www.interpol.int